

FAMILLES RURALES ASSOCIATION DE SEVERAC

15 Rue Frédéric Mistral

12150 SEVERAC D'AVEYRON

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Gilles TOURNIER
Commissaire aux comptes
9 Avenue Maréchal Joffre

12000 RODEZ

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023

Aux adhérents de l'association

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association FAMILLES RURALES ASSOCIATION DE SEVERAC relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombe en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1er Janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Je me suis plus particulièrement attaché au contrôle des prestations et subventions reçues des divers partenaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RODEZ le 6 Juin 2024

G. TOURNIER
Commissaire aux Comptes

Gilles TOURNIER
Expert-comptable
Commissaire aux Comptes
9 av. du Maréchal Joffre
12000 RODEZ

BILAN ACTIF

	Exercice N		Exercice N-1	
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours	9 442	8 110	1 332	4 034
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 985	3 208	2 777	3 364
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	36 549	27 858	8 691	13 572
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL I	51 975	39 176	12 800	20 970
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 847		5 847	12 895
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	189 555		189 555	100 255
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	127 997		127 997	162 078
Charges constatées d'avance	9 507		9 507	1 919
TOTAL II	332 905		332 905	277 148
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	384 881	39 176	345 705	298 118

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	273 508	273 508
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	(88 039)	
Excédent ou déficit de l'exercice	26 757	(88 039)
Situation nette (sous total)	212 226	185 469
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 522	10 066
Provisions réglementées		
TOTAL I	217 748	195 535
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 880	21 195
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	91 828	75 410
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 297	2 848
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	3 952	3 129
TOTAL IV	127 957	102 583
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	345 705	298 118

Compte de Résultat en liste

FAMILLES RURALES SEVERAC

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 28/05/24
Devise d'édition EURO

	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
- Ventes de marchandises	633	49
- Production vendue [biens et services]	455 039	347 290
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	455 672	347 339
Dont à l'exportation :		
- Production stockée		
- Production immobilisée		
- Produits nets partiels sur opérations à long terme		
- Subventions d'exploitation	277 131	215 128
- Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	17 882	14 422
- Cotisations	4 928	3 792
- Autres produits	6 854	858
TOTAL I PRODUITS D'EXPLOITATION	762 467	581 539
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
- Achat de marchandises	581	124
Variation de stocks		
- Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
- Autres achats et charges externes	126 681	114 720
- Impôts, taxes et versements assimilés	21 946	18 887
- Salaires et traitements	469 080	422 040
- Charges sociales	114 350	100 948
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	8 770	9 102
- Sur immobilisations : dotations aux provisions		
- Sur actif circulant : dotations aux provisions		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
- Subventions accordées par l'association		
- Autres charges	4 105	3 199
TOTAL II CHARGES D'EXPLOITATION	745 513	669 018
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	16 953	(87 479)
PRODUITS FINANCIERS :		
- De participation (3)		
- D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
- Autres intérêts et produits assimilés (3)	1 743	871
- Reprises sur provisions et transferts de charges		
- Différences positives de change		
- Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III PRODUITS FINANCIERS	1 743	871
CHARGES FINANCIERES :		
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Intérêts et charges assimilées (4)		
- Différences négatives de change		
- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV CHARGES FINANCIERES		
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 743	871

Compte de Résultat en liste - suite

FAMILLES RURALES SEVERAC

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 28/05/24
Devise d'édition EURO

	31/12/2023	31/12/2022
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	18 697	(86 608)
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
- Sur opérations de gestion	3 322	3 320
- Sur opérations en capital	4 844	4 835
- Reprises provisions et transferts de charges		
TOTAL V PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 166	8 155
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
- Sur opérations de gestion	105	9 585
- Sur opérations en capital		
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL VI CHARGES EXCEPTIONNELLES	105	9 585
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	8 061	(1 430)
Impôts sur les bénéfices (VII)		
- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VIII)	772 376	590 564
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + IX)	745 619	678 603
EXCEDENT OU DEFICIT	26 757	(88 039)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
- Bénévolat		
- Prestations en nature	15 331	25 869
- Dons en nature		
TOTAL	15 331	25 869
CHARGES		
- Secours en nature		
- Mise à disposition gratuite de biens et services	(15 331)	(25 869)
- Personnel bénévole		
TOTAL	(15 331)	(25 869)

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de :

345 705,09 €

Le résultat net comptable est un bénéfice de :

26 757,39 €

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par la Présidente.

Les comptes clos au 31/12/2023 faisant état des caractéristiques décrites ci-dessus ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de l'association le 30/04/2024

objet social : l'association s'engage au quotidien pour la promotion des familles et des personnes et pour le développement de leur lieu de vie.

Son action se fonde sur 3 axes : représentation et défense des intérêts des familles - l'information la prévention et l'éducation - l'organisation et la gestion d'activités de services.

Elle intervient sur le territoire de la communauté des communes des Causses à l'Aubrac.

L'association dispose d'un local (crèche et relais petite enfance) mis à disposition par la communauté de communes. Le financement de l'Association repose essentiellement sur la participation des familles, les prestations de services de la CAF et de la MSA ainsi que la subvention octroyée par la Communauté des communes.

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES**1.1 REGLES COMPTABLES**

Les comptes annuels ont été établis et présentés en euros conformément aux nouvelles dispositions, en vertu du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)**1.2 - FAITS MARQUANTS**

Pas de fait marquant sur 2023

1.3 - TRAITEMENT COMPTABLE DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION ET FONDS DÉDIÉS

Les subventions de fonctionnement sont comptabilisées en produits sur l'année de référence. Les subventions accordées et non perçues à la date de la clôture sont comptabilisées en produits à recevoir. Conformément au plan comptable associatif, les subventions allouées à un budget spécifique non entièrement réalisées font l'objet d'une écriture de dotation aux fonds dédiés pour la partie restant à engager, dans la mesure où le financeur a consenti la consommation de ces fonds sur l'exercice suivant. Lorsque le financeur refuse le report de consommation des fonds sur l'exercice suivant, le reliquat de subvention non consommé est constaté en subvention à reverser. Les subventions rattachées à des périodes postérieures à la date de clôture sont retraitées en produits constatés d'avance.

1.4 - TRAITEMENT COMPTABLE DES OPÉRATIONS DE CÉSURE CONCERNANT LES PRESTATIONS DE SERVICES RENDUES

Les prestations de services sont comptabilisées en produits sur l'année où le service est rendu au bénéficiaire. Les prestations de services effectuées mais non encore facturées à la clôture font l'objet d'une provision pour facture à établir. Le cas échéant, les prestations de services déjà facturées à la clôture mais dont le service n'est pas rendu font l'objet de la constatation d'un produit constaté d'avance.

2 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**2.1 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Pas d'évènement postérieur à la clôture sur 2023

3 - ACTIF IMMOBILISE

3.1 - ACTIF IMMOBILISE

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

3.1.1 - Durées d'amortissement des immobilisations

Détail des biens immobilisés	Durée
Logiciels,	1-3 ans
Aménagement des constructions	10-20 ans
Matériel industriel	3-5 ans
Installations générales	5-10 ans
Matériel de transport	4-5 ans
Matériel de bureau et infomartique	3-5 ans
Mobilier	5-10 ans

Immobilisations - Amortissements

FAMILLES RURALES SEVERAC

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 17/06/24
Devise d'édition EURO

IMMOBILISATIONS	Montant début exercice	Augmentations acquisitions	Diminutions cessions	Montant fin exercice
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	9 442			9 442
Terrains				
Constructions				
Inst. techniques et outillage industriel	5 385	600		5 985
Inst. générales, agencements et divers	20 869			20 869
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	16 996		1 316	15 681
Immobilisations financières				
TOTAL GÉNÉRAL	52 691	600	1 316	51 975

AMORTISSEMENTS	Montant début exercice	Augmentations acquisitions	Diminutions cessions	Montant fin exercice
Immobilisations incorporelles	5 408	2 702		8 110
Terrains				
Constructions				
Inst. techniques et outillage industriel	2 021	1 187		3 208
Inst. générales, agencements et divers	11 588	1 958		13 546
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	12 704	2 924	1 316	14 312
TOTAL GÉNÉRAL	31 721	8 770	1 316	39 176

État des Créances et Dettes

FAMILLES RURALES SEVERAC

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 17/06/24
Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres créances immobilisées			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Usagers	6 070	6 070	
Personnel et charges sociales à récupérer	470	470	
État et autres collectivités publiques			
Confédération, Fédération, Asso. & organismes apparentés	5 029	5 029	
Débiteurs divers	184 056	184 056	
TOTAL de l'actif circulant :	195 625	195 625	
TOTAL GÉNÉRAL	195 625	195 625	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(2) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
TOTAL :				
Fournisseurs et comptes rattachés	28 880	28 880		
Usagers avances reçues				
Dettes relatives au personnel	75 577	75 577		
État et autres collectivités publiques	16 251	16 251		
Conf., Fédération, Asso. & organ. appar				
Autres dettes	3 520	3 520		
TOTAL :	124 228	124 228		
TOTAL GÉNÉRAL	124 228	124 228		

Charges à Payer

FAMILLES RURALES SEVERAC

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 17/06/24
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN		Montant
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		12 776
Dettes fiscales et sociales		47 347
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Disponibilités, charges à payer		
Autres dettes		426
TOTAL		60 549

Produits à Recevoir
FAMILLES RURALES SEVERAC

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 17/06/24
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN		Montant
Immobilisations financières		
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés		
Personnel		
Organismes sociaux		
État		
Divers, produits à recevoir		184 056
Autres créances		
Valeurs Mobilières de Placement		
Disponibilités		
TOTAL		184 056

Charges et Produits Constatés d'Avance

FAMILLES RURALES SEVERAC

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 17/06/24
Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	9 507	3 952
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	9 507	3 952

Ventilation du Chiffre d'Affaires Net

FAMILLES RURALES SEVERAC

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 17/06/24
Devise d'édition EURO

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	Montant
PARTICIPATION FAMILLE ET PS ALSH	66 014
PARTICIPATION FAMILLE ET PS MA	253 474
PARTICIPATION FAMILLE ET PS JEUNES	14 209
PARTICIPATION FAMILLE ET PS RPE	15 697
PARTICIPATION FAMILLE ET PS EVS	32 513
PARTICIPATION FAMILLE ET PS PILOTAGE	73 766
TOTAL	455 672

RÉPARTITION PAR MARCHÉ GÉOGRAPHIQUE	Montant
TOTAL	

Effectif Moyen

FAMILLES RURALES SEVERAC

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 17/06/24
Devise d'édition EURO

EFFECTIFS	Personnel salarie	Personnel mis a disposition de l'entreprise
Cadres		
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	16	
Ouvriers		
TOTAL	16	

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise	273 508			273 508
Ecart de réévaluation				
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Réserves				
Report à nouveau			88 039	(88 039)
Résultat comptable de l'exercice	(88 039)	26 757	(88 039)	26 757
Subventions d'investissements non renouvelables par l'organisme				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL	185 469	26 757		212 226

4 - AUTRES INFORMATIONS**4.1 - REMUNERATION DES CADRES DIRIGEANTS**

L'article 20 de la loi 2006-506 du 26 mai 2006 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit une meilleure transparence et une plus grande précision dans l'affichage des rémunérations des dirigeants.

L'article 20 stipule que les associations dont le budget annuel est supérieur à 150.000 euros et recevant plus de 50.000 euros de subvention de l'état ou d'une collectivité territoriale doivent publier chaque année les rémunérations des trois plus haut cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que les avantages en nature.

Les dirigeants au sens juridique du terme, c'est-à-dire les administrateurs, sont bénévoles et ne perçoivent, le cas échéant que des remboursements de frais justifiés.

La divulgation de la rémunération des trois plus hauts cadres « dirigeants » salariés, reviendrait à donner une rémunération individuelle et, à ce titre, cette information ne sera pas présentée en annexe.

4.2 - HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3 276 euros.

4.3 - ENGAGEMENTS HORS BILAN**ENGAGEMENTS RETRAITE :**

Une provision pour départ à la retraite est calculée conformément à la Convention Collective Nationale des Personnels Familles Rurales qui prévoit dans son article 14 qu'une indemnité pour départ à la retraite est octroyée aux salariés faisant valoir leurs droits à la retraite.

Cette indemnité est estimée à 32 273 € et calculée selon les hypothèses suivantes :

Âge de départ : 65 ans

Probabilité de départ :

Age	Prob présence
18	20%
35	50%
45	70%
+55	100%

4.4 - EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Le montant du bénévolat n'a pas pu être valorisé pour 2023

Le montant des prestations en nature est fourni par les collectivités et s'élève à 15 331 € contre 25 869 € en 2022.